



## Ce que la Syrie veut dire pour la Russie

Première partie : un « message » balistique Topol-M

Par [Fida Dakroub](#)

Mondialisation.ca, 30 juin 2012

30 juin 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),  
[Russie et CEI](#)

Analyses: [SYRIE](#)

### Généralités

Dans les derniers jours du sommet du G20, les responsables atlantiques semblaient vouloir encore une fois jouer la comédie sur la scène internationale, agir comme s'ils formaient le seul groupe de théâtre dans la ville, organiser des spectacles solo dans les couloirs du sommet, à Los Cabos, et présenter ainsi un monologue plus burlesque que les tirades d'Arnolphe [1].

Qui n'en a pas suivi les déclarations concernant la Syrie en marge du sommet du G20 ? Qui n'a pas lu les analyses qui ont suivi ? Des analyses se sont fait jour sur le Web, interprétant les relations Moscou-Damas en présentant un discours médiatique déterminé par son point de départ ainsi que par son point d'arrivée. Des analystes, qui se veulent objectifs, interprètent la position de Moscou de la crise syrienne en tant qu'une position purement pragmatique, soumise aux prix d'échange et de négociation tels qu'ils sont déterminés au bazar des intérêts géopolitiques et stratégiques des grandes puissances. À plus forte raison, le point commun qui caractérise leurs analyses c'est qu'elles commencent par la même constatation - les Russes sont pragmatiques - et se terminent par la même conclusion - les Russes vendront le président syrien Assad une fois les Occidentaux et les Arabiques auront payé le prix demandé. Ainsi qu'en témoignent les analyses publiées sur le Web, qui répandent aussi, d'une manière sinistre, un état lugubre et cafardeux parmi les lecteurs, et attirent par conséquent les hiboux et les corbeaux de la région s'étendant du désert du Sinaï, au Sud, jusqu'au plateau d'Anatolie, au Nord.

### Brouillage atlantique

Les sources d'information de telles analyses restent toujours les mêmes : les dirigeants et les responsables arabiques et atlantiques qui font souvent des déclarations soupçonnables, mais intentionnelles, concernant la Syrie. D'ailleurs, l'objectif de telles déclarations se précise en deux points : premièrement, démoraliser les masses et les forces qui soutiennent le gouvernement syrien, et qui se tiennent résistantes face à la propagande arabo-atlantique ; deuxièmement, perturber les relations diplomatiques Moscou-Damas.

À titre d'exemple, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré le 14 juin que Paris et Moscou avaient entamé des pourparlers concernant la période après-Assad [2]. Parallèlement, le porte-parole du département d'État américain, Mme Victoria Nuland, a annoncé pour sa part que Washington et Moscou « continuent des pourparlers concernant l'après-Assad » [3]. Ajoutons à ceux-ci les déclarations des chefs atlantiques au

sommet du G20, à Los Cabos au Mexique. En marge du sommet, le président français, François Hollande, a affirmé que Moscou jouait « son rôle pour permettre la transition » en Syrie, impliquant le départ de Bachar al-Assad du pouvoir [4]. Branché sur la même prise électrique, le premier ministre britannique, David Cameron, ne voulant pas manquer la fête, a annoncé que le président russe, Vladimir Poutine, avait changé sa position et il voulait désormais le départ du président Assad : « la position du président Poutine devient explicitement claire, il ne veut plus Assad au pouvoir » [5], affirma-t-il.

Ainsi, partout aux capitales de la Sainte-Alliance arabo-atlantique, des prophètes et des messies clairvoyants se sont précipités à l'autel des médias de l'ordre pour annoncer la « Bonne nouvelle » au peuple syrien et aux Gentils des nations : le président russe, a exprimé son intention à abandonner le Satan de Damas et à se joindre à la Sainte-Alliance. Alléluia !

Comme d'habitude, suite à de pareilles prophéties, des analystes, des experts stratégiques et des gitans clairvoyants se sont avancés sur la scène pour prévoir, dans la boule de Cristal magique, la « chute inévitable » du président syrien, Bachar al-Assad.

« Cieux, écoutez ! terre, prête l'oreille ! car l'Éternel parle » [6].

Pourtant, les déclarations de type commérage des chefs atlantiques ont été immédiatement rejetées par Moscou. Le président russe, Vladimir Poutine, a estimé que « personne n'avait le droit de décider pour d'autres pays qui devrait être au pouvoir ou pas » [7]. Il a ajouté : « il est important que la paix s'établisse et que le carnage s'arrête à la suite d'un changement de régime ; et si l'on arrive à un tel changement, il devra être achevé par des moyens constitutionnels (...) la majorité du peuple syrien ne veut pas le départ d'Assad » [8]. Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a rejeté, de Bagdad, les déclarations atlantiques, et a confirmé que « Moscou ne discute pas un changement de régime, ni en approuvant des actions unilatéraux au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ni en participant à des conspirations politiques » [9].

À quoi bon ces jeux enfantins performés sur la scène internationale par des chefs atlantiques ? et « de quel frivole soin mon esprit s'embarrasse ! » [10].

### **Les constantes de la politique extérieure russe**

Il est vrai que le « comportement » des nations, la Russie incluse, se mesure par leur pragmatisme ainsi que par leurs intérêts géopolitiques ; et que dans le jeu des nations, les principes et les amitiés permanentes n'ont pas de place ; pourtant, il est non moins vrai que ce même jeu de nations se détermine par des constantes et des variantes, qui à leur tour se soumettent à des déterminants géopolitiques, économiques et stratégiques.

Ceci dit, la position de Moscou de la crise syrienne se lit non en interprétant les prophéties des chefs atlantiques, mais plutôt en partant d'abord des constantes de la politique extérieure russe pour arriver ensuite à ses variantes. Précisons, ici, que la question des constantes qui peuvent exister dans la politique extérieure de telle ou telle nation ne doit être posée qu'avec beaucoup de circonspection, de sorte que toute prophétie ou clairvoyance quant à l'avenir sera évitée. Notons à ce propos deux éléments qui sont à la base de la politique d'une nation : « d'une part, ses ambitions en tant que société, qui tiennent elles-mêmes à sa composition sociale et à ses conceptions idéologiques ; d'autres part, le rapport de forces existant entre elle et les puissances qui sont ses concurrentes sur le plan régional ou sur le plan mondial. Ce rapport lui-même subit de constants

changements en fonction des découvertes techniques et de l'évolution démographique qui caractérisent chaque époque» [11]. En prenant compte des points ci-devant, l'étude des relations Moscou-Damas abandonne le domaine de la clairvoyance pour se joindre au domaine de l'analyse objective.

### **Ce que la Syrie veut dire pour la Russie**

Premièrement, en ce qui concerne les ambitions russes, il n'est plus secret que les Russes rêvent depuis des siècles d'arriver à des mers chaudes, sinon d'y avoir au moins un accès sûr et sécurisé [12]. Vue sa position géographique, le chemin le plus court menant à la Méditerranée, tout en partant de la Russie, passe par la Turquie. Évidemment, cette réalité géographique ne cache pas une certaine réciprocité : le chemin le plus court menant en Russie, tout en partant de la Méditerranée, passe aussi par la Turquie ; ce qui entraîne à dire que le positionnement de la Turquie au sein de l'OTAN depuis l'après deuxième Guerre mondiale constitue une menace stratégique à la Russie, qui se trouve obligée de chercher un contrepoids sur la côte est de la Méditerranée, pour qu'elle ne soit pas d'abord bloquée voire assiégée, ensuite envahie par l'OTAN à travers la Turquie ; et pour qu'elle puisse enfin, le cas échéant, s'infiltrer au-delà de la « boucle » turque et contre-attaquer toute menace probable de la part de l'OTAN. Notons, ici, qu'à la fin des années quarante, l'Union soviétique se trouvait « assiégé » par un barrage de pays atlantiques et de régimes despotiques proaméricains qui bloquait sa côté sud. Ce barrage s'étendait de la France à l'Ouest jusqu'en Chine à l'Est. Au Moyen-Orient, le barrage américain comportait des dictatures militaristes, telles que la Turquie et le Pakistan, et des monarchies despotiques imposées par l'occupation franco-britannique au lendemain du démembrement de l'Empire ottoman en 1918 ; telles que, le royaume d'Irak, les émirats et sultanats arabiques, l'empire de Perse et le royaume d'Afghanistan. En Asie, la Chine de Tchang Kaï-chek était un satellite américain. Par contre, en 1947, les soviétiques ont trouvé en État hébreu leur « terre promise » ! Ce qui explique l'approbation par l'URSS du plan de partage de la Palestine de 1947 à l'ONU puis la reconnaissance quasi-immédiate de l'État d'Israël, en mai 1948. En plus, l'Union soviétique a même permis au jeune État hébreu « de s'imposer sur ses voisins arabes en lui fournissant d'importants armements durant la guerre de 1948-1949 » [13]. Par ailleurs, le rapprochement soviétique de l'État hébreu a créé, parmi les Arabes, de méfiances et de soupçons face aux Soviétiques.

Pourtant, la lune de miel entre le pays de kolkhoz et celui de kibboutz devrait arriver à sa fin. Le rapprochement d'Israël et des États-Unis et la dégradation des rapports entre soviétiques et Israéliens poussaient finalement Moscou, quelques années plus tard, à « repenser profondément sa politique moyen-orientale en établissant des liens avec les régimes nationalistes arabes » [14]. Dans les années soixante, la Syrie sous le commandement du parti Baath [15], offrait aux soviétiques un contrepoids idéal dans la région, après qu'ils avaient perdu leur influence en État hébreu. Les relations de coopération économique et militaire entre les deux pays se renforçaient progressivement avec l'arrivée au pouvoir du président Hafez al-Assad en 1970 [16], pour qu'elles deviennent plus tard stratégiques sous le mandat du président Bachar al-Assad ; de sorte que les Russes ne semblent point, sous n'importe quelle circonstance, prêts à abandonner leur allié stratégique à des moments aussi critiques que ceux présentés par la guerre arabo-atlantique contre la Syrie. La preuve en est qu'après seize mois de pressions et de « propositions » arabo-atlantiques envers Moscou, les Russes sont plus que jamais déterminés à s'opposer, par tout moyen possible, à toute tentative arabo-atlantique visant à renverser le régime Assad par la force militaire ; que cette force soit de l'extérieur ou de l'intérieur. À

plus forte raison, chaque fois que les Atlantiques menacent d'intervenir militairement en Syrie, des navires de guerre russes se dirigent vers les côtes syriennes. Mentionnons ici que selon une source au sein de l'état-major de la marine russe, deux grands navires de débarquement, le Nikolaï Filtchenkov, le César Kounikov et un remorqueur SB-15 [17], se dirigeront vers le port de Tartous en Syrie. Il s'agit, en effet, de deux navires de guerres amphibies avec des milliers de marins, a indiqué l'agence Interfax [18].

En un mot, même si la Russie et la Syrie n'ont pas annoncé officiellement la formation d'un front uni, au model du Bloc socialiste à l'époque de la Guerre froide, il reste à prendre en considération que la collaboration entre les deux pays, concernant le conflit au Moyen-Orient, a atteint, effectivement, un niveau stratégique.

Notons, ici, que les Russes ont connu des situations pareilles où ils devaient s'allier à d'autres pays avec lesquels ils ne partageaient pas de frontières. L'exemple le plus pertinent, ici, c'est l'alliance franco-russe (1892 - 1917) face à la Triple alliance [19]. Les Russes visaient d'après cette alliance à éviter, à n'importe quel prix, de se trouver martelés par les ambitions expansionnistes du nouveau kaiser prussien, Guillaume II [20], qui avait mis fin à l'alliance des trois empereurs [21].

### « Message » balistique Topol-M

Deuxièmement, il est vrai que la Russie, sous le mandat du président Boris Eltsine, a connu une période de souplesse discursive et de vulgarisation politique à l'américaine [22], mais cette période ne constitue qu'une variante limitée à un moment historique précis, celui de la chute de l'Union soviétique. Par contre, sous le mandat de Vladimir Poutine et de Dmitri Medvedev, le rapport de forces existant entre la Russie et ses concurrentes sur le plan régional et sur le plan mondial a subit de constants changements en faveur de Moscou, et cela en fonction de nouvelles découvertes et inventions techniques dans le domaine militaire. Ainsi qu'en témoigne le « message » balistique intercontinental envoyé récemment par Moscou aux capitales occidentales.

De surcroît, après plusieurs échecs, l'armée russe a réussi, le 23 mai, à lancer avec succès, un prototype d'un nouveau missile balistique intercontinental, selon le porte-parole des Troupes balistiques stratégiques russes (RVSN), Vadim Koval : « l'ogive d'essai a atteint ses cibles situées sur la péninsule du Kamchatka » [23]. Deux semaines plus tard, le 7 juin, les troupes RVSN ont effectué un autre tir d'essai réussi d'un missile balistique intercontinental RS-12M Topol. Le porte-parole a déclaré aussi aux journalistes que le missile avait atteint sa cible avec la précision requise.

D'ailleurs, ce qui caractérise le nouveau missile, ce sont les nouvelles technologies développées lors de la reproduction de missiles de cinquième génération ; ce qui réduit notablement les frais de sa création. Ce missile de 45 tonnes, à tête unique et à trois étages, a une portée maximale de 10, 000 km et peut transporter une ogive nucléaire de 550 kilotonnes [24]. L'accélération rapide de sa vitesse très élevée au moment de lancement lui permet d'atteindre une vitesse de 7320 m / s et à parcourir une trajectoire plate allant jusqu'à 10, 000 km ; ce qui le rend effectivement imperceptible par les radars, et élimine par conséquent l'efficacité du système antimissile américain (ABM) [25] déployé en Europe et en Turquie. Le missile est aussi « blindé » contre toutes radiations, impulsions électromagnétiques (IEM) [26], ou explosions nucléaires à des distances dépassant 500 mètres ; en effet, le missile a été construit selon une technologie précise lui permettant de survivre toute sorte de frappe laser [27].

Il est clair d'emblée que le tir de missiles balistiques intercontinentaux russes a semé la confusion parmi les chefs de la Sainte-Alliance, qui ont bien décodé le message balistique de Moscou et en ont tiré la conclusion suivante : la position de Moscou de la crise syrienne, qu'elle soit au sein du Conseil de sécurité ou sur le champs de bataille, est une position ferme et sérieuse, reposant sur des constantes historiques et stratégiques bien déterminées, soutenues à leur tour par une puissance militaire réelle ; et non sur des « bargaining » au bazar des intérêts provisoires. En effet, le tir de missiles balistiques a levé les doutes et dissipé les délires concernant la puissance militaire russe.

Ainsi, après deux décennies d'hégémonie atlantique par suite au démembrement de l'Union soviétique et de la période de souplesse et de vulgarisation sous le mandat de Boris Eltsine, voici la Russie quittant la cour extérieure pour requérir sa place à l'intérieur du temple, couronnée par les dieux du Panthéon d'Agrippa [28].

**Fida Dakroub**, Ph. D

Pour communiquer avec l'auteure : <http://bofdakroub.blogspot.com/>

#### Notes

[1] Dans « L'École des femmes » de Molière, Arnolphe emploie, dans ses nombreuses tirades, le champ lexical de l'amour - « amoureuse ardeur » - avec une aspiration à la noblesse des sentiments et qui, en même temps, est tourné en ridicule par la trivialité de ses préoccupations - la femme n'est qu'un objet « mariée à demi ».

[2] Press TV. (15 juin 2012). [Russia denies entering talks on political transition in Syria](#). Récupéré le 20 juin 2012.

[3] loc. cit.

[4] L'Orient Le Jour. (21 juin 2012). [Les forces syriennes essuient de lourdes pertes sans cesser la répression](#). Récupéré le 21 juin 2012.

[5] Russia Today. (20 juin 2012). Putin on Syria: No state can decide another's government. Récupéré le 21 juin 2012 de <http://www.rt.com/news/putin-g20-syria-assad-252/>

[6] Essaïe, 1 :2.

[7] loc.cit.

[8] loc. cit.

[9] al-Akhbar. (14 juin 2012). [Russia denies discussing post-Assad Syria](#). Récupéré le 20 juin 2012 [10] Racine, Jean. Iphigénie, acte IV, scène VIII.

[11] Beloff, Max. (1953). Les constantes de la politique extérieure russe. In : Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 8e année, N. 4, 1953. pp. 493-497.

[12] Pendant des siècles, les tsars russes ont rêvé d'un accès maritime à la mer Méditerranée. La France, la Grande-Bretagne, et l'Empire ottoman craignaient que cette expansion mît en péril leurs intérêts dans la région. Le conflit a atteint son paroxysme avec

la guerre de Crimée de 1853-1856. Environ 300 000 Russes sont morts dans les combats acharnés qui ont abouti à une perte militaire russe.

[13] Romeo, Lisa. (16 février 2012). [Syrie et Russie : historique des relations de 1946 à 2012](#). Les clés du Moyen-Orient. Récupéré le 25 juin 2012.

[14] loc.cit.

[15] L'assistance économique de l'URSS se poursuit d'autant plus avec l'arrivée du parti Baath au pouvoir en 1963. Le nouveau régime instaure alors le « socialisme arabe » et se lance dans une importante réforme agraire et une lourde politique de nationalisation.

[16] Le 13 novembre 1970, Hafez al-Assad (1930-2000) prend le pouvoir en Syrie. Le nouvel homme fort du pays s'appuie également sur l'URSS pour asseoir son pouvoir et contrôler les fractions socialistes et communistes syriennes mais refuse toute forme d'ingérence dans les affaires internes du pays.

[17] Russia Today. (18 juin 2012). [Russian warships 'ready to sail for Syria'](#). Récupéré le 21 juin 2012.

[18] L'Express. (18 juin 2012). [Syrie: Moscou envoie deux navires de guerre vers sa base militaire de Tartous](#). Récupéré le 23 juin 2012

[19] L'alliance franco-russe était d'abord un accord de coopération militaire signé entre la France et l'Empire russe qui fut en vigueur de 1892 à 1917. Cet accord stipulait que les deux pays devaient se soutenir mutuellement s'ils étaient attaqués par un des pays de la Triple Alliance (dite aussi Triplice : l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie et le Royaume d'Italie). Au sens large il s'agissait d'une coopération militaire, économique et financière entre les deux puissances.

[20] Le nouveau kaiser Guillaume II souhaitait avoir les mains plus libres et refusa de renouveler le traité de réassurance avec la Russie impériale, mettant fin à l'entente des trois empereurs que Bismarck avait toujours défendue, permettant aux grandes puissances d'éviter la guerre.

[21] L'entente des trois empereurs constitue le premier système d'alliances bismarckien entre 1871 et 1875 afin d'isoler diplomatiquement la France. Le chancelier Bismarck chercha donc à rapprocher l'empire allemand de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

[22] Le mandat du président Eltsine a été éclaboussé par une corruption importante au niveau national, des crises politiques qui se succédaient et une maladie qui le rongait.

[23] RIA Novosti. (23 mai 2012). [La Russie teste un nouveau missile intercontinental](#). Récupéré le 23 juin 2012 de

[24] Le Courrier du Vietnam.(8 juin 2012). [La Russie teste avec succès un missile balistique intercontinental RS-12M Topol](#). Récupéré le 23 juin 2012.

[25] USA Today. (27 mai 2008). [General says Russia will counter U.S. missile defense plans](#). Récupéré le 28 juin 2012.

[26] L'impulsion électromagnétique (IEM), plus connue sous le nom EMP de l'anglais «

Electromagnetic pulse » désigne une émission d'ondes électromagnétiques brève et de très forte amplitude.

[27] [Missile Threat](#). (n.d). SS-27. Récupéré le 28 juin 2012.

[28] Le Panthéon de Rome est un édifice religieux antique situé sur le Champ de Mars, bâti sur l'ordre d'Agrippa au I<sup>er</sup> siècle (av. È. C.), endommagé par plusieurs incendies, et entièrement reconstruit sous Hadrien (II<sup>e</sup> siècle È.C.). À l'origine, le Panthéon était un temple dédié à toutes les divinités de la religion antique. Il fut converti en église chrétienne au V<sup>le</sup> siècle.

*Docteur en Études françaises (UWO, 2010), **Fida Dakroub** est écrivaine et chercheuse, membre du « Groupe de recherche et d'études sur les littératures et cultures de l'espace francophone » (GRELCEF) à l'Université Western Ontario. Elle est militante pour la paix et les droits civiques.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Fida Dakroub](#), Mondialisation.ca, 2012

---

Articles Par : [Fida Dakroub](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)